

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2357

[2011/204440]

**25 AOUT 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la certification des bâtiments neufs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les articles 237/27, 237/28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 237/29 et 237/31, alinéas 2 et 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mai 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 29 juin 2011;

Vu l'avis 49.787/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 juin 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, conformément à son article 15, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 2. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, sous le Titre IV du Livre V, les dispositions suivantes sont insérées à la suite de l'article 604 :

« CHAPITRE VII. — *De la certification des bâtiments neufs*

Art. 605. Le présent chapitre régit l'établissement des certificats visé à l'article 237/28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour les bâtiments ou parties de bâtiments neufs au sens de l'article 237/10, pour lesquels des exigences relatives au niveau EW sont imposées.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux bâtiments ou parties de bâtiment visés à l'article 543 faisant l'objet d'actes et travaux de reconstruction ou d'extension soumis à permis qui consistent à créer un volume protégé supérieur à 800 mètres cube.

Art. 606. Le certificat PEB de bâtiment neuf est établi par l'administration sur la base de la déclaration PEB finale.

Art. 607. Le certificat PEB de bâtiment neuf est notifié au déclarant PEB, dans les formes et modalités fixées par le Ministre, dans les soixante jours de l'envoi ou du dépôt, par le déclarant, de la déclaration finale au collège communal.

Art. 608. Un certificat PEB de bâtiment neuf est établi pour chaque unité PEB.

Dans les conditions établies à l'article 541, § 3, les parties de bâtiment affectées à des bureaux ou services au sein d'un bâtiment neuf résidentiel sont assimilées, pour la certification, à une unité d'habitation.

Dans les conditions établies à l'article 541, § 4, les parties de bâtiment affectées à des bureaux ou services au sein d'un bâtiment neuf industriel ou ayant une autre destination sont assimilées, pour la certification, à la destination principale.

Art. 609. Le certificat PEB de bâtiment neuf contient, outre les éléments visés à l'article 237/27, les éléments suivants :

- 1^o l'adresse du bâtiment ou de l'unité PEB;
- 2^o la date d'octroi du permis autorisant sa construction et son numéro de référence;
- 3^o une photo extérieure du bâtiment identifiant l'unité PEB concernée;
- 4^o la version du logiciel PEB utilisée;
- 5^o la référence du certificat;
- 6^o la date d'émission du certificat;
- 7^o l'identification du responsable PEB.

Le Ministre peut compléter le contenu du certificat PEB de bâtiment neuf en vue d'y intégrer les indicateurs de performance énergétique du bâtiment et les recommandations issus du logiciel PEB.

Le Ministre établit les modèles de certificats PEB de bâtiment neuf en fonction de l'affectation des unités PEB.

Art. 610. Le certificat PEB de bâtiment neuf a une durée de validité de dix ans.

Art. 611. Lorsque l'administration a notifié au déclarant PEB un certificat PEB de bâtiment neuf et qu'en application de l'article 561bis, le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire ou agent désigné par le Gouvernement ou le bourgmestre ou son délégué constate la nullité de la déclaration PEB finale sur la base de laquelle le certificat de bâtiment neuf a été établi, il constate également la nullité du certificat. »

CHAPITRE II. — *Dispositions diverses et finales*

Art. 3. A l'article 530 du même code, un point 21 est inséré, rédigé comme suit :

« 21^o unité PEB : partie de bâtiment identifiée aux annexes I^{re} et II comme volume PER ou volume PEN. »

Art. 4. Un nouvel article 561bis est inséré dans le même code qui dispose ainsi :

« En cas de manquement établi à l'article 237/36, § 1^{er}, 3^o, le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire ou agent désigné par le Gouvernement, le bourgmestre ou son délégué qui prononce la sanction constate la nullité de la déclaration PEB finale. »

Art. 5. L'article 566 du Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 566. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, l'engagement PEB, la déclaration PEB initiale et la déclaration PEB finale visés à la section 1^{re} sont établis au moyen des formulaires élaborés par l'administration.

Les formulaires sont complétés à l'aide du logiciel associé à la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments et mis gratuitement à la disposition des responsables PEB par l'administration.

L'engagement PEB, la déclaration PEB initiale et la déclaration PEB finale sont accompagnés, le cas échéant, des pièces justificatives exigées par l'application du logiciel PEB.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le formulaire visé à la section 2 est complété sur la base des formulaires mis à la disposition du public par l'administration. ».

Art. 6. L'article 582 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 582. L'administration est habilitée à contrôler les certificats PEB de bâtiment résidentiel existant ainsi que les rapports partiels.

Pour ce faire, elle peut exiger du certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé qu'il lui remette tous les documents de preuve qu'il a conservés.

Le contrôle est effectué, soit sur la base de ces documents, soit sur la base des données constatées par l'administration elle-même dans le bâtiment et sur les installations, soit sur la base des informations enregistrées dans la banque de données conformément aux articles 597 et 598. »

Art. 7. A l'article 583, § 2, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les qualifications obtenues dans un autre Etat sont justifiées sur base de diplômes et garanties équivalents à celles visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 8. Le certificat visé à l'article 237/28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est établi sur la base des dispositions du présent arrêté pour les bâtiments construits au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dont la première demande de permis est postérieure au 30 avril 2010 et pour lesquels des exigences relatives au niveau EW sont imposées.

Le certificat est notifié au déclarant dans les soixante jours de l'envoi ou du dépôt, par le déclarant, de la déclaration finale au collège communal, ou, lorsque la déclaration finale a déjà été envoyée ou déposée au collège communal, dans les soixante jours de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. En ce qu'il concerne les certificats visés à l'article 237/28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour les bâtiments visés à l'article 605, sub article 2 du présent arrêté, et pour les bâtiments visés à l'article 8 du présent arrêté, le Titre V du Livre IV sub article 10 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine entre en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 août 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2357

[2011/204440]

25. AUGUST 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zertifizierung der neuen Gebäude

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikel 237/27, 237/28 § 1 Absatz 1 237/29 und 237/31 Absatz 2 und 3;

Aufgrund des am 20. Mai 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. Mai 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 29. Juni 2011 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 49.787/4;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeinbestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über das Energieprofil von Gebäuden gemäß deren Artikel 15 § 1 Absatz 2 teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, werden unter Buch V, Titel IV nach Artikel 604 die folgenden Bestimmungen eingefügt:

«KAPITEL VII — Zertifizierung der neuen Gebäude

Art. 605 - Das vorliegende Kapitel regelt die in Artikel 237/28 § 1 Absatz 1 erwähnte Erstellung der Ausweise für die neuen Gebäude oder Gebäudeteile im Sinne von Artikel 237/10 für welche Anforderungen bezüglich des Ew-Wertes auferlegt werden.

Jedoch finden diese Bestimmungen keine Anwendung auf die in Artikel 543 erwähnten Gebäude oder Gebäudeteile, die Rekonstruktions- oder Erweiterungsmaßnahmen unterworfen sind, die eine Genehmigung erfordern und die in der Schaffung eines geschützten Volumens von mehr als 800 m³ bestehen.

Art. 606 - Der "PEB"-Ausweis für neue Gebäude wird von der Verwaltung auf der Grundlage der endgültigen PEB-Erklärung erstellt.

Art. 607 - Der "PEB"-Ausweis für neue Gebäude wird dem PEB Erklärungspflichtigen in den Formen und gemäß den Modalitäten, die vom Minister festgelegt worden sind, innerhalb von sechzig Tagen, nachdem der Erklärungspflichtige dem Gemeindegremium die endgültige Erklärung zugesandt oder bei ihm abgegeben hat, zugestellt.

Art. 608 - Ein "PEB"-Ausweis für neue Gebäude wird für jede PEB-Einheit erstellt.

Für die Zertifizierung werden unter den in Artikel 541 § 3 festgelegten Bedingungen die Gebäudeteile, die innerhalb eines neuen Wohngebäudes für Büros oder Dienstleistungen bestimmt sind, einer Wohneinheit gleichgestellt.

Für die Zertifizierung werden unter den in Artikel 541 § 4 festgelegten Bedingungen die Gebäudeteile, die innerhalb eines neuen industriellen Gebäudes oder eines Gebäudes mit einer anderen Zweckbestimmung für Büros oder Dienstleistungen bestimmt sind, der Hauptzweckbestimmung gleichgestellt.

Art. 609 - Der "PEB"-Ausweis für neue Gebäude enthält außer den in Artikel 237/27 erwähnten Elementen die folgenden Elemente:

- 1° die Anschrift des Gebäudes oder der PEB-Einheit;
- 2° das Datum der Gewährung der Genehmigung für dessen Bau und ihre Referenznummer;
- 3° ein Außenbild des Gebäudes, auf dem die betroffene PEB-Einheit identifiziert ist;
- 4° die Version der verwendeten PEB-Software
- 5° die Referenz des Ausweises;
- 6° das Datum der Ausstellung des Ausweises;
- 7° die Identifizierung des PEB-Verantwortlichen.

Der Minister kann den Inhalt des "PEB"-Ausweises für neue Gebäude ergänzen, um die Energieeffizienz-Indikatoren des Gebäudes und die Empfehlungen der PEB-Software einzufügen.

Der Minister legt die Muster der "PEB"-Ausweise für neue Gebäude je nach der Zweckbestimmung der PEB-Einheiten fest.

Art. 610 - Der "PEB"-Ausweis für neue Gebäude hat eine Gültigkeitsdauer von zehn Jahren.

Art. 611 - Wenn die Verwaltung dem PEB-Erklärungspflichtigen einen "PEB"-Ausweis für neue Gebäude zugestellt hat, und wenn der beauftragte Beamte oder der von der Regierung bestimmte Beamte oder der Bürgermeister oder dessen Vertreter in Anwendung von Artikel 561*bis* die Nichtigkeit der endgültigen PEB-Erklärung, aufgrund deren der Ausweis für neue Gebäude erstellt worden ist, feststellt, so stellt er ebenfalls die Nichtigkeit des Ausweises fest.»

KAPITEL II — Verschiedenes und Schlussbestimmungen

Art. 3 - In Artikel 530 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 21 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«21° PEB-Einheit: Gebäudeteil, der in den Anlagen I und II als PER-Volumen oder PEN-Volumen identifiziert ist.»

Art. 4 - Ein neuer Artikel 561*bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

« Bei einem in Artikel 237/36 § 1 3° bestimmten Mangel stellt der beauftragte Beamte oder der von der Regierung bestimmte Beamte oder der Bürgermeister oder dessen Vertreter, der die Strafmaßnahme ausspricht, die Nichtigkeit der endgültigen PEB-Erklärung fest.»

Art. 5 - Artikel 566 des Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 566 - § 1 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit werden die in Abschnitt 1 erwähnten "PEB"-Verpflichtung, ursprüngliche und endgültige PEB Erklärung anhand der durch die Verwaltung ausgestellten Formulare erstellt.

Die Formulare werden anhand der mit der Berechnungsmethode der Energieeffizienz von Gebäuden verbundenen Software ausgefüllt und von der Verwaltung unentgeltlich zur Verfügung der PEB-Verantwortlichen gestellt.

Der PEB-Verpflichtung, der ursprünglichen und der endgültigen PEB-Erklärung werden ggf. Belegstücke, die durch die Anwendung der PEB-Software erfordert werden, beigelegt.

§ 2 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird das in Abschnitt 2 erwähnte Formular auf der Grundlage der von der Verwaltung zur Verfügung der Öffentlichkeit gestellten Formulare ausgefüllt.»

Art. 6 - Artikel 582 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 582 - Die Verwaltung ist dazu befugt, die "PEB"-Ausweise von bestehenden Wohngebäuden sowie die Teilberichte zu kontrollieren.

Zu diesem Zweck kann sie vom zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude verlangen, dass er ihr alle Belegstücke, die er behalten hat, übergibt.

Die Kontrolle erfolgt entweder auf der Grundlage dieser Dokumente, oder auf der Grundlage der von der Verwaltung selbst in dem Gebäude und an den Anlagen festgestellten Daten, oder auf der Grundlage der gemäß Artikel 597 und 598 in der Datenbank gespeicherten Informationen.»

Art. 7 - In Artikel 583 § 2 wordt Absatz 2 door den folgenden Absatz ersetzt:

«Die in einem anderen Staat erhaltenen Qualifikation werden aufgrund von Diplomen und Garantien nachgewiesen, die den in Absatz 1 erwähnten Diplomen und Garantien gleichwertig sind.»

Art. 8 - Der in Artikel 237/28 § 1 Absatz 1 erwähnte Ausweis wird auf der Grundlage der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses für die am Tage der Inkraftsetzung des vorliegenden Erlasses bereits gebauten Gebäude, deren erster Genehmigungsantrag nach dem 30. April 2010 eingereicht wurde, und für welche Anforderungen bezüglich des Ew-Wertes auferlegt werden, erstellt.

Der Ausweis wird dem Erklärungsspflichtigen innerhalb von sechzig Tagen, nachdem der Erklärungsspflichtige dem Gemeindegemeinschaft die endgültige Erklärung zugesandt oder bei ihm abgegeben hat, oder wenn die endgültige Erklärung dem Gemeindegemeinschaft bereits zugesandt oder beim ihm abgegeben worden ist, innerhalb von sechzig Tagen nach der Inkraftsetzung des vorliegenden Erlasses zugestellt.

Art. 9 - Für die in Artikel 605 sub Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gebäude und für die in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gebäude tritt Titel V von Buch IV sub Artikel 10 des Rahmendeckrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe am Tag des Inkraftsetzens des vorliegenden Erlasses in Kraft, insoweit er die in Artikel 237/28 § 1 Absatz 1 erwähnten Ausweise betrifft.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. August 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2357

[2011/204440]

25 AUGUSTUS 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de certificering van de nieuwe gebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 237/27, 237/28, § 1, eerste lid, 237/29 en 237/31, tweede en derde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 mei 2011;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 29 juni 2011;

Gelet op het advies nr. 49.787/4 van de Raad van State, gegeven op 29 juni 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2002/91/E.G. van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 inzake de energieprestatie van de gebouwen, overeenkomstig artikel 15, § 1, tweede lid, ervan.

Art. 2. In Titel IV, Boek V, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie worden de volgende bepalingen na artikel 604 ingevoegd :

« HOOFDSTUK VII. — Certificering van de nieuwe gebouwen

Art. 605. Dit hoofdstuk regelt het opmaken van de attesten bedoeld in artikel 237/28, § 1, eerste lid, voor de nieuwe gebouwen of delen van nieuwe gebouwen in de zin van artikel 237/10, waarvoor voorschriften betreffende het EW-peil worden opgelegd.

Deze bepalingen zijn nochtans niet van toepassing op de gebouwen of delen van gebouwen bedoeld in artikel 543, die het voorwerp uitmaken van heropbouw- of uitbreidingswerken of handelingen onderworpen aan vergunning, en die bestaan uit het creëren van een beschermd volume groter dan 800 kubieke meter.

Art. 606. Het EPB-attest voor een nieuw gebouw wordt door de administratie op grond van de EPB-sloaangifte opgemaakt.

Art. 607. Het EPB-attest voor een nieuw gebouw wordt in de vorm en modaliteiten bepaald door de Minister aan de EPB-aangever betekend binnen zestig dagen na de zending of de indiening, door de aangever, van de sloaangifte bij het gemeentecollege.

Art. 608. Een EPB-attest voor een nieuw gebouw wordt voor elke EPB-eenheid opgemaakt.

Onder de voorwaarden bepaald in artikel 541, § 3, worden de delen van gebouwen die voorbehouden zijn voor kantoren of diensten binnen een nieuw woongebouw, voor de certificering gelijkgesteld met een wooneenheid.

Onder de voorwaarden bepaald in artikel 541, § 4, worden de delen van gebouwen die voorbehouden zijn voor kantoren of diensten binnen een nieuw industrieel gebouw of gebouw met een andere bestemming, voor de certificering gelijkgesteld met de hoofdbestemming.

Art. 609. Naast de in artikel 237/27 bedoelde elementen bevat het EPB-attest voor een nieuw gebouw de volgende gegevens :

- 1° het adres van het gebouw of van de EPB-eenheid;
- 2° de toekenningsdatum van de vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentienummer;
- 3° een buitenfoto van het gebouw, waarbij de betrokken EPB-eenheid wordt geïdentificeerd;
- 4° de versie van de gebruikte EPB-software;
- 5° het referentienummer van het attest;
- 6° de datum van afgifte van het attest;
- 7° de identificatie van de EPB-verantwoordelijke.

De Minister kan de inhoud van het EPB-attest voor nieuwe gebouwen aanvullen om er de indicatoren van de energieprestatie van het gebouw en de aanbevelingen voortvloeiend uit de EPB-software in te voegen.

Hij maakt de modellen van de EPB-attesten voor nieuwe gebouwen op naar gelang van de bestemming van de EPB-eenheden.

Art. 610. Het EPB-attest voor een nieuw gebouw heeft een geldigheidsduur van tien jaar.

Art. 611. Wanneer de administratie een EPB-attest voor een nieuw gebouw aan de EPB-aangever heeft betekend en wanneer de afgevaardigd ambtenaar, de ambtenaar of het personeelslid aangewezen door de Regering of de burgemeester of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 561bis de nietigheid van de EPB-slotaangifte op grond waarvan het attest voor een nieuw gebouw is opgemaakt, vaststelt, stelt hij ook de nietigheid van het attest vast. »

HOOFDSTUK II. — *Diverse en slotbepalingen*

Art. 3. In artikel 530 van hetzelfde wetboek wordt een punt 21 ingevoegd, luidend als volgt :

« 21° EPB-eenheid : deel van gebouw dat in de bijlagen I en II opgenomen is als volume PER of volume PEN. »

Art. 4. In hetzelfde wetboek wordt een nieuw artikel 561bis ingevoegd, luidend als volgt :

« In geval van tekortkoming bepaald in artikel 237/36, § 1, 3°, stelt de afgevaardigd ambtenaar, de ambtenaar of het personeelslid aangewezen door de Regering, de burgemeester of zijn afgevaardigde die de sanctie uitspreekt, de nietigheid van de EPB-slotaangifte vast. »

Art. 5. Artikel 566 van het Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 566. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de EPB-verplichting, de initiële EPB-aangifte en de EPB-slotaangifte bedoeld in de eerste afdeling opgemaakt aan de hand van de formulieren die door de administratie worden opgesteld.

De formulieren worden ingevuld aan de hand van de onderliggende software die de berekeningswijze voor de energieprestatie van de gebouwen inhoudt, en worden gratis door de administratie ter beschikking van de EPB-verantwoordelijken gesteld.

De EPB-verplichting, de initiële EPB-aangifte en de EPB-slotaangifte gaan in voorkomend geval vergezeld van de bewijsstukken die nodig zijn voor de toepassing van de EPB-software.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het formulier bedoeld in de tweede afdeling ingevuld op grond van de formulieren die door de administratie ter beschikking van het publiek worden gesteld. »

Art. 6. Artikel 582 wordt vervangen als volgt :

« Art. 582. De administratie wordt ertoe gemachtigd om de EPB-attesten voor een bestaand woongebouw alsmede de gedeeltelijke verslagen te controleren.

Daartoe mag ze eisen dat de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw haar alle bewijsdocumenten die hij heeft bewaard, overmaakt.

De controle wordt ofwel op grond van die documenten, ofwel op grond van de gegevens die de administratie zelf in het gebouw of op de installaties heeft vastgesteld, ofwel op grond van de informatie opgenomen in de databank overeenkomstig de artikelen 597 en 598, uitgeoefend. »

Art. 7. In artikel 583, § 2, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De in een andere Staat gekregen kwalificaties worden gerechtvaardigd op grond van diploma's en garanties die gelijkwaardig zijn met die bedoeld in het eerste lid. »

Art. 8. Het in artikel 237/28, § 1, eerste lid, bedoelde attest wordt opgemaakt op grond van de bepalingen van dit besluit voor de gebouwen gebouwd op de dag van inwerkingtreding van dit besluit, waarvan de eerste vergunningsaanvraag na 30 april 2010 is ingediend en waarvoor voorschriften betreffende het EW-peil worden opgelegd.

Het attest wordt aan de aangever betekend binnen zestig dagen na de zending of de indiening, door de aangever, van de slotaangifte bij het gemeentecollege of, wanneer de slotaangifte reeds is verzonden of ingediend bij het gemeentecollege, binnen zestig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit. »

Art. 9. Voor wat betreft de attesten bedoeld in artikel 237/28, § 1, eerste lid, treedt Titel V van Boek IV, sub-artikel 10, van het kaderdecreet van 19 april 2007 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium voor de gebouwen bedoeld in artikel 605, sub artikel 2 van dit besluit, en voor de gebouwen bedoeld in artikel 8 van dit besluit in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 augustus 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET